



CONSEIL SUPERIEUR DES INSTALLATIONS CLASSEES

Séance du 23 janvier 2003

PROJET DE PLAN NATIONAL DE DECONTAMINATION ET D'ELIMINATION DES APPAREILS CONTENANT DES PCB ET PCT

Rapporteurs : Remi GUILLET – Muriel PASSOUNAUD

1- EXPOSE DES MOTIFS

- la directive européenne et les textes réglementaires français la transposant

Le décret n° 2001-63 du 18 janvier 2001, modifiant le décret n° 87-59 du 2 février 1987, relatif à la mise sur le marché, à l'utilisation et à l'élimination des polychlorobiphényles (PCB) et polychloroterphényles (PCT), a été publié au Journal Officiel du 25 janvier 2001. Il transcrit en droit français la directive 96/99/CE du 16 septembre 1996 concernant l'élimination des PCB et des PCT.

Ce décret prévoit la réalisation d'un plan d'élimination des appareils contenant des PCB, à partir d'inventaires constitués sur la base des déclarations des détenteurs d'appareils contenant des PCB faites en préfecture. L'échéance pour cette élimination est fixée au 31 décembre 2010.

- L'inventaire PCB

Des données étaient déjà disponibles en France, par plusieurs moyens :

- les détenteurs d'appareils d'une contenance supérieure à 30 litres sont soumis à leur déclaration en préfecture au titre de la réglementation sur les installations classées (rubrique 1180) ;
- des inventaires, études et enquêtes ont été réalisés en 1987, depuis la transposition en droit français de la directive 85-467.

Afin de répondre aux obligations de la directive, la France a décidé de reconstituer un nouvel inventaire plus exhaustif. En raison de l'ampleur et de la dispersion du parc de ces appareils, la réalisation de cet inventaire a nécessité un délai important.

L'arrêté du 13 février 2001 accompagné de la circulaire n°281 du 21 février 2001 a précisé les conditions de déclaration en préfecture des appareils en cause. Sur la base des données fournies par chaque département, l'ADEME a achevé la mise en forme de l'inventaire national des appareils contenant des PCB. Il a été transmis à la commission européenne le 19 juillet 2002. Il fait état de 545 610 appareils en France.



- l'élaboration du plan national de décontamination et d'élimination des PCB

Le décret sus-visé prévoit qu'une commission consultative assiste le ministre en charge de l'environnement pour l'élaboration de ce plan. Cette commission a été créée par arrêté du 23 octobre 2001, elle est composée de 19 membres nommés pour 3 ans par le ministre chargé de l'environnement. L'ensemble des parties intéressées en France par la question des PCB est représenté dans cette commission : élus, professionnels, associations de protection de l'environnement et de consommateurs, administrations de l'Etat, établissements publics et personnalités qualifiées.

Elle s'est réunie les 8 mars, 24 mai, 2 juillet et 13 septembre 2002.

A la suite de ces réunions, **un projet de plan national de décontamination et d'élimination des appareils contenant des PCB et PCT ci-joint a été rédigé**, qui devait être soumis à consultation du public dans les préfectures.

L'édition d'un millier d'exemplaires du projet de plan pour la mise en place de la consultation du public a été achevée en août 2002.

Un avis dans la presse nationale est paru début septembre. La consultation du public s'est déroulé du 1^{er} octobre au 30 novembre 2002.

La commission nationale PCB s'est de nouveau réunie le 18 décembre 2002 pour traiter les observations reçues en préfecture ou au secrétariat de la commission PCB lors de la consultation du public.

Le plan national PCB a été adopté par la commission PCB le 18 décembre 2002.

- le plan national

Le plan national d'élimination des PCB et PCT est décomposé de la manière suivante :

- 1- des plans particuliers des détenteurs de plus de 300 appareils validés par la commission PCB.
- 2- des plans particuliers des détenteurs de moins de 300 appareils validés par la commission PCB.
- 3- des conditions générales suivantes pour tous les autres détenteurs:
 - a) Les appareils qui ne respectent pas la norme NF EN 50195 de juillet 1997 : "code pour la sécurité d'emploi des matériels électriques totalement clos remplis d'askarels" et/ou la norme NF EN 50225 d'avril 1998 : "code pour la sécurité d'emploi des matériels électriques remplis d'huile qui peuvent être contaminés par les PCB", et, dans le cas d'une installation classée pour la protection de l'environnement, qui ne respectent pas les prescriptions de l'arrêté type 1180, doivent être éliminés quel que soit leur âge. Tout particulièrement les appareils qui fuient doivent être éliminés sans délai.
 - b) l'échéancier national d'élimination et de décontamination est le suivant:

critère à respecter	Elimination ou décontamination
date de fabrication inconnue ou antérieure à 1965	avant fin juin 2004
date de fabrication antérieure à 1969	avant fin décembre 2004
date de fabrication antérieure à 1974	avant fin 2006
date de fabrication antérieure à 1980	avant fin 2008
tous les autres appareils	avant fin 2010

2- CONSULTATION ET OBSERVATIONS EMISES

Les remarques reçues lors de la consultation sont répertoriées en annexe I, soit 12 remarques faites par courrier électronique et 4 remarques déposées en préfectures.

3- PRINCIPALES MODIFICATIONS APPORTEES AU PLAN NATIONAL PCB APRES LA CONSULTATION (ANNEXE II)

➤ **Les plans particuliers**

Des aménagements pouvaient être demandés au préfet du département pendant la période de deux mois de consultation du public.

Les demandes validées par la commission PCB sont au nombre de :

- 4 pour les détenteurs de plus de 300 appareils (AREVA, RATP, RFF, SNCF)
- 49 pour les détenteurs de moins de 300 appareils.

Ces demandes ont été ajoutées au plan final.

➤ **Les sanctions**

Dans la version consultation du public, les sanctions n'apparaissaient pas clairement ; à cette fin le paragraphe IV.3.4 a été rajouté.

➤ **Précision sur l'article 4 du décret du 2 février 1987 modifié**

L'article 4 du décret du 2 février 1987 modifié précisait que jusqu'à l'entrée en vigueur des dispositions du plan national de décontamination et d'élimination, l'utilisation des PCB ou des appareils en contenant était possible.

Il a été décidé que dès l'entrée en vigueur du plan national PCB, déclenchée par l'arrêté de la ministre de l'écologie et du développement durable :

- les dispositions des points 1 et 2 de cet article (emploi des appareils) sont reprises par le plan national. En ce qui concerne la location, elle est interdite.
- la disposition du point 3 (complément de niveau des appareils avec des PCB) est interdite
- seule la disposition du point 4 (utilisation des PCB à des fins de recherche) est maintenue.

➤ **Les aménagements**

Il a paru à la Commission PCB que des détenteurs pouvaient avoir omis de se faire connaître et que, si une application stricte devait être menée, il paraissait cependant nécessaire d'accepter d'examiner de nouvelles demandes d'aménagements du type de ceux prévus par les plans particuliers déjà approuvés. Leur examen interviendra au moins une fois par an.

Ces demandes devront répondre à des critères stricts. Toute demande ne respectant pas au moins un de ces critères aboutira immédiatement à un refus par le secrétariat de la commission, et le demandeur devra alors suivre les critères généraux du plan.

Les critères à respecter pour demander un aménagement sont les suivants :

- 1- respecter s'il leur est applicable l'arrêté type 1180, ainsi que la norme NF EN 50195 de juillet 1997 : "code pour la sécurité d'emploi des matériels électriques totalement clos remplis d'askarels" ou la norme NF EN 50225 d'avril 1998 : "code pour la sécurité d'emploi des matériels électriques remplis d'huile qui peuvent être contaminés par les PCB". En cas de fuite, un appareil doit être éliminé sans délai et ne peut bénéficier à fortiori d'aucun aménagement.
- 2- les appareils ne doivent pas équiper : * les installations où il est procédé au traitement des denrées pour l'alimentation humaine ou animale ; * les établissements de santé et les maisons de



repos ;* les établissements scolaires ;* les services des eaux et dans les périmètres de protection immédiate et rapprochée des captages d'alimentation en eau potable ;* les lieux recevant du public ;

3- * **la structure d'âge du parc d'appareils oblige en suivant les critères généraux à éliminer ou décontaminer les appareils sur un ou deux ans, générant donc un effet de pic important et il est souhaiter de pouvoir opérer un lissage ;**

ou

* une décision d'ordre structurelle (fermeture ou restructuration complète d'un site, d'une infrastructure,...) intervient après la date donnée par le critère général et il est souhaitable d'attendre la date de cette action pour éliminer ou décontaminer les appareils.

Pièces jointes :

- le plan national de décontamination et d'élimination des appareils contenant des PCB et PCT – version consultation du public.

- ANNEXE I – réponses reçues lors de la consultation du plan

- ANNEXE II - modifications majeures apportées suite à la consultation du public (note de synthèse, plans particuliers des gros et autres détenteurs, les aménagements, les sanctions et l'article 4 du décret 87 modifié)